Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1569

Artikel: Elections fédérales : le serpent qui se mord la queue
Autor: Dépraz, Alex / Pochon, Charles-F.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1021470

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le serpent qui se mord la queue

Quel est le candidat de vos rêves ? Quel parti représentera le mieux vos préoccupations sous la coupole du Palais fédéral ? Certains sites Internet tentent de répondre à ces questions. L'internaute se prend bien évidemment au jeu. Le résultat va-t-il correspondre aux habitudes électorales? Ou au contraire les suffrages virtuels iront-ils à des invités surprises? Deux sites à la physionomie assez différente se font concurrence : l'un donne un résultat par partis, www.politarena.ch, l'autre par candidats, www.smartvote.ch.

Conçus par des spécialistes de l'analyse politique, les sites donnent en principe des résultats sans réelles surprises et conformes aux attentes. Les questions se rapprochent naturellement des thèmes qui occupent la scène médiatique. Ainsi, les résultats par sondage renforcent les positions des extrêmes : le 25 août dernier, ce sont les démocrates suisses qui arrivent en tête pour les surfeurs ayant fait le test sur le site www.politarena.ch, avec 23.5% des sondés, un peu devant l'UDC et le … «parti communiste suisse» !

Des enjeux politiques simplifiés

L'élection virtuelle souffre néanmoins de deux faiblesses essentielles. Premièrement, cette conception a le défaut de mettre en avant certains sujets parmi d'autres : on ne fait pas le tour de la politique fédérale en une cinquantaine de questions. Politique des étrangers, politique de sécurité, assurances sociales et service public se taillent la part du lion. Au contraire, on constate l'absence presque totale d'autres secteurs importants de la scène fédérale, politique militaire et enjeux économiques, pour ne citer que deux grands morceaux. Même les affaires étrangères sont réduites à leur portion congrue. Bien entendu les enjeux dont on parle pas ou peu sont aussi négligés : positionnement de la Suisse par rapport à l'Union européenne, environnement (sous réserve des transports), ou encore des enjeux aussi fondamentaux que les questions liées à la biotechnologie.

Ces sites donnent surtout l'impression que partis politiques et candidats sont d'autant meilleurs qu'ils relaient fidèlement les préoccupations des électrices et des électeurs. Voilà qui ne rend pas service à un Parlement qui roule déjà le nez dans le guidon pendant toute la durée de la législature. On se livre à un exercice de figures imposées alors que la campagne est un moment privilégié pour un programme libre.

Des candidats plutôt que des listes

La politique demande un peu de hauteur, renvoie à des valeurs. Elle est avant tout affaire de convictions, de compétence et de visions. Voilà les vrais critères sur la base desquels la majorité des électrices et des électeurs distribuent leurs suffrages. Que ce soit pour le choix du parti ou, à l'intérieur d'une liste, pour celui des candidats. En privilégiant le choix par candidats plutôt que celui par liste, le site *smartvote* donne une image particulièrement écornée de l'élection au Conseil national. En effet, malgré les défauts du découpage en cantons, elle demeure une élection au suffrage proportionnel, où les votes par liste ont du poids. En favorisant le panachage, *smartvote* porte un autre coup rude aux partis politiques.

Ces derniers sont finalement pris entre le marteau et l'enclume. Les candidats des principaux partis politiques vaudois ont ainsi décidé de ne pas s'inscrire sur *smartvote* pour protester contre la finance d'inscription. Mais il y a déjà quelques brebis galleuses : on serait surpris que l'accord tienne le coup. Surtout, entre les sites où il faut répondre à des questions précises et les émissions radiophoniques où l'on doit «parler vrai», il manque de la place pour une vraie vision politique. Elle ne se construit pas avec des réponses par «oui», «non» et «je ne sais pas» mais par la mise en place d'un programme cohérent et réalisable à l'échelon fédéral. Le 14 octobre, les questions virtuelles laisseront la place à des suffrages bien réels. *ad*

www.politarena.ch
Positionnement sur 27 thèmes et résultat par rapport aux partis politiques
www.smartvote.ch
Deux questionnaires possibles (24 ou 70 questions) et sélection par candidat

Bourgeoisie: après recours ou gratuitement?

En Suisse, la question de la naturalisation ne concerne pas seulement les immigrants. Deux cas récents le confirment.
Nenzlingen, ancienne commune bernoise (district de Laufon), fait désormais parti de Bâle Campagne. Le président socialiste de la commune, Heinz Aebi, a milité pour l'adhésion à un territoire qui appartenait à l'Evêché de Bâle avant la Réforme. Les bourgeois de la commune ne le lui pardonnent pas. Ils lui ont refusé deux fois la bourgeoisie, en 2000 et 2002. Après recours, le Conseil d'Etat lui a accordé ce droit. Heinz Aebi, au surplus député au Grand Conseil de Bâle Campagne, est donc maintenant aussi ressortissant de son canton de résidence.
La situation est totalement différente à Ostermundingen dans la banlieue bernoise. C'était autrefois une partie de la commune de Bolligen. Il y a vingt ans, Ostermundingen et Ittigen sont devenues indépendantes. A l'occasion de cet anniversaire, Ostermundingen qui ne compte que 529 bourgeois, tous nouveaux, depuis sa création, veut offrir aux Helvètes de la commune une naturalisation facilitée, gratuite pour certains. Le président socialiste de la commune, un Oberlandais de St. Stephan, vit depuis plus de vingt ans à Ostermundingen. Il profitera probablement de cette facilité d'acquérir la bourgeoisie de sa commune d'adoption. Notons qu'Ostermundingen compte plus de 15000 habitants.
Que représentent actuellement ces droits d'origine? La récente décision du Tribunal fédéral et celle du Tribunal cantonal de Bâle Campagne pourraient susciter une utile réflexion. *cfp*